

4933

COMITE NATIONAL D'ETATS ET DE
GOUVERNEMENTS CONTRE LA SECHERESSE EN AFRIQUE



COMITE NATIONAL D'ETATS ET DE
GOUVERNEMENTS CONTRE LA SECHERESSE EN AFRIQUE

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

**UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)**

Tel : (226) 31 26 40 -Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf

CTC
pour info

PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE

2^{ème} RAPPORT D'ETAPE

Juin 2000

SOMMAIRE :

Introduction	2
I. Le PCP au Tchad	2
1.1. le site de Doum-Doum	2
1.2. Le site de Bol	3
1.3. Sur le site de l'ONG DARNA	4
1.4. Les risques au Tchad.....	5
<i>Mise à niveau des animateurs</i>	<i>6</i>
<i>Elaboration d'une fiche de suivi des animateurs</i>	<i>7</i>
1.5. Recommandations pour le Tchad.....	7
II. LE PCP AU BURKINA FASO	9
2.1. Choix du Burkina Faso comme deuxième pays participant au PCP	9
Coûts réels en F CFA.....	9
2.2. Atelier de planification des sites du Burkina Faso.....	10
2.2.1. la cérémonie d'ouverture	10
2.2.2. Déroulement des travaux.....	11
2.2.4. La clôture des travaux	13
2.3. Activités planifiées.....	14
2.3.1. Site de Toumouséni	14
2.3.2. Site du Béli.....	18
2.3.3. Site de Ouarkoye.....	20
2.3.4. Site de Padéma	24
2.3.5. Analyse.....	29
III. Activités futures (juillet à décembre 2000)	
3.1. Activités au Tchad.....	30
3.2. activités au Burkina Faso	30
IV. besoins budgétaires	32
V. Orientations 2001-2003.....	32

Introduction

Le projet de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification (PCP) est entré en ce mois de mai dans sa deuxième phase avec la planification des actions des sites du Burkina Faso. Rappelons que pour ce deuxième pays participant au projet, quatre sites ont été retenus : le Béli (gestion des ressources pastorales partagées) ; Padéma (gestion des berges du fleuve Mouhoun) ; Toumousséni (gestion de la forêt) et Ouarkoye (gestion participative des feux de brousse). Les activités y programmées devraient commencer leur exécution dans les prochaines semaines avec la mise à disposition des fonds nécessaires.

Au Tchad, premier pays à expérimenter la recherche action, le projet est à mi-phase.

I. Le PCP au Tchad

Rappel

La planification des actions de communication au Tchad a eu lieu en août 1999. Au cours de cette rencontre, quatre "sites" avaient été retenus et qui sont : Doum-Doum avec la lutte contre l'ensablement des Polders et Ouadis ; Bol avec l'appui à la participation des femmes dans les périmètres irrigués ; Darna avec deux thèmes : la lutte contre le déboisement et l'alphabétisation des femmes en crédit rural.

Pour des raisons de mise à la disposition des fonds entre le CILSS et le Tchad, ce n'est finalement qu'au moins de février 2000 que les activités ont pu être mises en œuvre. Au mois d'avril 2000, la situation dans ce premier pays participant est la suivante.

1.1. le site de Doum-Doum

Dans ce site l'objectif que le PCP a décidé d'appuyer est la lutte contre l'ensablement des Polders et Ouadis en partenariat avec le Projet de développement rural de Doum-Doum (de la SODELAC). Le PDRD a choisi trois zones pour « appliquer la communication participative » selon les termes du responsable de la zone. Ce sont : Kouloudia, Doum-Doum-Sila et Ameron. Il dispose pour cela d'une dizaine d'animateurs en plus des trois encadreurs basés dans la Sous préfecture. Cette Sous préfecture est depuis longtemps soumise à une désertification sans précédent et ce qui inquiète la population c'est l'ensablement des polders et Ouadis principaux lieux de cultures.

Les actions préconisées par les responsables sont entre autres le reboisement pour freiner l'ensablement. Ils se sont donc mis en demeure, avec les populations concernées, de produire par zone, dix mille plants à mettre en terre dès les pluies. Les espèces choisies par les paysans sont celles de la zone qu'ils savent bien adaptées et résistantes : jijifus m., Neem, acacia nilotica et senegal, balanistes e., prosopis juliflora ...

Au mois de mars, une mission composée du CONACILSS, du Chargé du suivi méthodologique et du chargé de programme, a visité ce site. Après un bref échange avec les cinq animateurs de la zone de Kouloudia, la mission a visité les deux pépinières créées par les deux groupements du village. Le constat que l'on pouvait faire à ce sujet est que la volonté de faire existe chez les populations mais des contraintes liées à la nature (soleil ardent) les obligent à ressemer continuellement ; nous avons du reste constaté un taux de levé assez bas, des semis.

Une deuxième phase de la visite à Kouloudia a consisté à discuter avec les villageois. Il a été constaté la fluidité de la parole au sein du groupe après quelques échanges entre le chef de village et la mission.

Du point de vue actions de communication, les animateurs de ce site (entendu, les trois zones) ont dans l'ordre :

1. Tenue d'une rencontre d'information des principaux leaders d'opinion des zones ;
2. Visite des polders et ouadis pour mieux cerner la question de l'ensablement ;
3. Rencontre-débat avec la population pour analyser ensemble le problème et proposer des solutions ;
4. Collecte des graines pour la mise en place de la pépinière ;
5. Mise en place et entretien des pépinières par les groupements.

La « libération » de la parole pendant ces rencontres débats organisées par les animateurs a fait émerger des besoins latents que les populations ont fini par exprimer : avoir des puits à grands diamètres pour la population, pour les animaux et les plants qu'ils auront à planter dans quelques mois.

La communication participative montre ici toute sa puissance, celle de permettre l'expression des besoins cachés. Communication participative voulant dire partenariat, la mission a évoqué la possibilité de négocier avec ses partenaires du Tchad comme d'ailleurs, pour trouver une solution au problème.

Dans la zone de Doum-Doum-Sila à la périphérie de la sous préfecture, le site de la pépinière est l'exemple flagrant de l'ensablement des polders. En effet la dune de sable est à peine à vingt mètres de la pépinière. La discussion avec les paysans a bien montré la conscience qu'ils ont du phénomène et leur volonté de l'arrêter.

A Ameron la mission a encouragé les groupements à entretenir les plants en pépinière et à réfléchir à leur entretien et protection une fois mis en terre.

1.2. Le site de Bol

Bol est à quelques 310 Kilomètres de Nd'jamena mais il faut compter huit à neuf heures de route pour joindre cette préfecture du Lac. Ici c'est la Société de développement du lac (SODELAC) qui est le poids lourd du développement rural ; elle touche à tous les secteurs.

Cette société est entrain d'aménager 1800 ha de polders destinés comme les autres, aux activités agricoles. Mais dans la zone, les femmes ont difficilement accès à ces parcelles pour des raisons plutôt sociales ; d'où l'objectif du PCP de favoriser la participation de la femme dans l'exploitation des parcelles aménagées.

Tous les villages autour du polder de Mamdi (polder en aménagement) ont été ciblés ; ils sont environ trente trois. Les sous objectifs du projet sont d'expliquer l'intérêt et l'importance de la participation de la femme dans l'exploitation des parcelles, aux femmes elles-mêmes et aussi à leurs maris. Il est prévu leur organisation en groupements.

La mission est passée dans les villages de Moundaï, Sawal et Mamdi et a discuté avec les femmes aux côtés de leurs maris. Des discussions, il ressort effectivement que les premières rencontres du PCP ont permis aux femmes de prendre conscience de leur marginalisation dans l'exploitation des parcelles et leur a donné le courage d'exprimer le besoin de participer au développement du village avec leurs conjoints.

A la question pourquoi n'ont-elles pas accès aux parcelles ? Les femmes répondent à Moundaï qu'elles ne se posaient pas la question avant les rencontres débats avec les animateurs du PCP. Une autre renchérie à Sawal : « c'est maintenant que nous sommes ouvertes, sinon nous étions fermées ; le groupement que le projet va aider à mettre en place ne fera que renforcer davantage cette ouverture ».

A Mamdi, six groupements sont entrain de naître sous l'instigation des animateurs. Elles (les femmes) voient déjà les fruits que pourraient apporter l'exploitation des parcelles. « nous allons, avec les revenus de nos parcelles, acheter un moulin, des semoirs et des batteuses, du matériel de travail... »... tout un rêve.

A Matafo, quatrième village visité, des femmes sont déjà en groupements depuis 1990. Ces groupements se sont formés à l'image de ceux des hommes qui travaillaient dans la ferme de la SODELAC. Elles sont donc trente femmes dans deux groupements à cultiver les céréales dans un ensemble de parcelles de quatre hectares. Rendement : 22 à 25 sacs de blé par hectare soit une récolte qui rapporte plus d'un million de F CFA. Cela leur permet de contribuer aux dépenses quotidiennes de la famille et de subvenir à leurs propres besoins de femmes. Grâce à une cotisation hebdomadaire de cent Francs par membre, elles s'offrent du matériel de travail, de l'alimentation lors des travaux collectifs dans la parcelle et le service de manœuvres pour les travaux difficiles comme la confection de « carreaux ».

C'est dans ce village que les nouvelles attributaires de parcelles viendront se former lors d'un voyage d'étude programmé par les animateurs du PCP. L'équipe a enregistré au total 864 femmes désireuses d'avoir des parcelles de culture.

Il faut le reconnaître, les animateurs de Bol ont abattu un énorme travail de communication. Sur les photos (une centaine) prises au cours des séances d'animation, le magnétophone est toujours présent pour enregistrer les femmes. Ils ont fait recours aux services d'un cameraman privé pour filmer certaines des rencontres. A noter également le recours au Sultan du canton (qui est régulièrement présent sur le terrain) et aux chefs de villages pour appuyer les actions des animateurs. Il est prévu l'affichage des photos dans les village de même que la projection du film tourné pendant les séances.

La soirée du 29 au 30 a été mise à profit pour visionner et apprécier les outils de communication produits par animateurs. La mission a fait certaines remarques et suggestions dans le sens d'améliorer la performance des animateurs. Ces derniers ont du reste affirmé qu'ils attendent avec impatience l'atelier de mise à niveau qui permettra (surtout aux nouveaux qui n'ont pas pu assister à la formation de Darda –ils sont au nombre de seize à Bol et à Doum-Doum-) de maîtriser l'utilisation des outils de communication comme la photo, la vidéo et l'audiocassette.

1.3. Sur le site de l'ONG DARNA

Le PCP appuie Darna dans la réalisation de deux objectifs de son programme :

1. Lutte contre le déboisement dans trois cantons
2. Alphabétisation des femmes de ces trois cantons en technique de gestion du crédit.

Il faut dire que les fléaux combattus par ces deux objectifs sont évidents dans cette zone située à proximité de la capitale. Elle sert de lieux d'approvisionnement en bois de chauffe à N'Djamena, et les femmes qui épargnent assez souvent ont des difficultés à gérer au mieux leurs comptes.

Par rapport à la lutte contre le déboisement, les animateurs sont au stade des discussions avec les villages pour leur faire percevoir la désertification et ses conséquences.

Pour ce faire l'équipe a beaucoup utilisé la vidéo pour faire des animations-débats avec des films sur le déboisement. Elle a aussi fait des enregistrements sur cassettes, de témoignages de paysans qu'elle a fait écouter dans d'autres villages. La vidéo, composée d'un camera VHS Compact d'un moniteur et d'un magnétoscope VHS a été acquise sur les fonds propres de Darna. Un lecteur de cassettes audio a été acheté par le PCP, elle sert pour l'enregistrement des paysans ainsi que pour la restitution.

Pour le deuxième thème, l'heure est également à la « sensibilisation ». L'équipe a expliqué aux maris et aux femmes âgées l'importance de l'alphabétisation des femmes. Les animations ont sans doute porté fruits car à Bitié, les femmes qui ont accueilli la mission se sont montrées déterminées à participer à la formation ; elles disent avoir compris l'importance d'une femme qui sait lire et surtout compter.

Du point de vue communication, si les femmes s'expriment facilement et plus librement (chose curieuse), cela ne semble pas être le cas pour les hommes. Car durant les trois à quatre heures passées « sous l'arbre à palabre », ils n'ont pas été plus de trois à engager le débat, qui est resté pendant longtemps monopolisé par le chef de village. Un travail reste encore à faire du côté des animateurs pour partager davantage la parole à Bitié.

Nous n'avons pas non plus perçu clairement les activités du PCP ; elles semblent noyées dans le quotidien de l'ONG, ce qui pourrait poser des difficultés au moment de l'évaluation. Il serait opportun pour les animateurs de mieux se jeter dans le travail afin que des résultats clairs et propres au PCP apparaissent.

1.4. Les risques au Tchad

Elles sont minimales mais elles existent et la réussite du projet dépend de leur prise en compte.

La question des moyens de déplacement

Le PCP étant un projet de recherche-action, il n'a pas les moyens d'acheter des véhicules pour le terrain où il s'exécute. Le chargé de suivi qui doit être constamment à l'écoute des animateurs, ne peut se rendre à leur côté que grâce au partenariat établi entre les projets et le PCP. L'expérience de cette mission a démontré que ce n'est pas toujours facile de trouver un véhicule en bonne forme pour aller sur un terrain aussi difficile que le Sahel tchadien.

Le CONACILSS, coordonnateur national du PCP, devrait mettre tout son poids dans la résolution de ce problème.

La mobilité du personnel

Le PCP a formé un certain nombre d'animateurs à sa méthodologie. En Afrique il n'est pas rare de voir un mouvement continu du personnel ; tout le processus serait anéanti si cette situation subvenait avant les dix mois du projet.

La ligne de la CCD

Le PCP s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention internationale de lutte contre la désertification (CCD). L'ONC devait être présent dans le comité de pilotage du projet, or il se trouve que l'on a jugé nécessaire de réduire ce comité aux simples responsables des sites en mentionnant bien sûr la participation de l'ONC/CCD. Il faudrait que la participation de ce dernier soit effective dans l'orientation et le suivi du projet car les résultats de la recherche-action serviront en premier la lutte contre la désertification, donc, les projets inscrits dans le PAN (Programme d'action national de LCD) du Tchad.

Mise à niveau des animateurs

Une réflexion a été engagée avec les animateurs pour voir l'opportunité d'un atelier de mise à niveau comme suggéré par le consultant du CEFA lors de la formation des animateurs en août 1999. Les constats sur l'utilisation de certains supports/outils de communication de proximité par les animateurs, laisse dire que cette rencontre est nécessaire.

L'atelier devra être mis à profit pour compléter la formation des animateurs en matière audio-visuelle, notamment en ce qui concerne la manipulation du magnétophone et son utilisation dans le cadre d'un projet de communication participative.

L'atelier constituera une occasion d'entendre les témoignages des animateurs sur la manière dont ils appliquent, sur le terrain, la démarche de communication participative et de répondre aux interrogations éventuelles.

L'atelier permettra également de présenter les premiers succès enregistrés sur le terrain, de cerner les principaux facteurs qui facilitent la tâche des animateurs et de « capitaliser » sur ces facteurs pour atteindre les objectifs poursuivis.

Cet atelier pourra ainsi faciliter les échanges entre animateurs, contribuer à combler certaines lacunes, raviver l'enthousiasme des animateurs, les motiver à poursuivre leurs objectifs et leur permettre d'apporter les ajustements nécessaires à la mise en œuvre des projets sur le terrain.

Pour faciliter le déroulement des discussions au cours de cet atelier, il a été demandé aux animateurs d'arriver avec une idée claire (**et écrite**) sur, entre autres, les aspects suivants : difficultés rencontrées, éléments facilitateurs, leçons tirées, en matière :

- d'adéquation entre objectifs de communication et activités réalisées ;
- de l'exécution des activités sur le terrain ;
- de formulation ou d'élaboration des messages ;
- d'utilisation des canaux et du matériel de communication ;
- de la participation communautaire ;
- de partenariat avec des ressources du milieu ;
- de l'implication des autorités locales (politiques, administratives et traditionnelles) ;
- d'adéquation entre les ressources à mobiliser et les objectifs poursuivis ;

Ils devront également établir s'ils ne l'ont pas déjà fait, un état zéro (situation de départ) de leur site et la situation au moment où ils arrivent à l'atelier.

L'atelier devait se tenir à Bol dans la première semaine de juin 2000 mais en raison du retard pris dans la tenue de l'atelier du Burkina, cette rencontre ne pourra se tenir qu'au mois de juillet qui correspond du reste à la moitié du parcours du projet au Tchad.

Elaboration d'une fiche de suivi des animateurs

Cela a été rendu nécessaire après le constat que les activités des animateurs n'étaient pas capitalisées au risque de perdre des acquis énormes. Une fiche de suivi mensuel a donc été élaborée par la mission ; elle devra être remplie par chaque animateur, transmise au coordonnateur du site qui enverra un rapport trimestriel au chargé de suivi. (voire fiche de suivi en annexe).

1.5. Recommandations pour le Tchad

La mission recommande au terme de la tournée sur l'ensemble des sites d'exécution du projet à l'intention principalement des animateurs.

Les photos

Que des tableaux soient rapidement confectionnés sur tous les sites afin d'y afficher les nombreuses photos prises lors des rencontres, cela afin de les rendre « plus communicatives ». Des tableaux mobiles pourront également être confectionnés et exposés dans les villages lors des séances d'animation.

Certaines de ces photos pourraient être remises directement aux villageois ; cela augmentera l'impact des actions d'animation.

Il faut cependant garder à l'esprit que toutes les photos ne pourront être rendues « publiques » ; il faut faire un tri et n'exposer que les plus significatives pour le processus de communication.

Des panneaux

Sur les sites d'activités comme les pépinières, les lieux de rencontre, des panneaux simplement confectionnés, pourront être plantés pour les signaler. Ils porteront les éléments suivants : les noms des principaux partenaires (par exemple SODELAC, CILSS...), celui du village et du lieu (par ex. pépinière du groupement XX de Kouloudia).

Faire entendre et voir

Les animateurs ont filmé et enregistré beaucoup de leurs séances au cours desquelles les villageois se sont exprimés ; il serait intéressant de repasser sur les lieux où ces enregistrements ont été faits et les faire voir ou écouter par les villageois. Cette démarche permet de fixer les réflexions, d'en susciter d'autres. Elle établit la confiance entre villageois et animateurs.

Le Tchad ne dispose pas suffisamment d'unités vidéo mobiles, cependant, des arrangements peuvent être trouvés avec des privés qui s'acquitteront de la tâche moyennant quelque rémunération.

Comme l'expérience des audiocassettes au Mali (comme le fait également DARNA), on pourrait faire écouter ces cassettes enregistrées dans un village X par d'autres villages pour y susciter la réflexion.

Il va s'en dire que le montant budgétaire alloué aux productions de cassettes et location vidéo risque d'être insuffisant. A l'instar du site de Doum-Doum, le coordonnateur de Bol pourrait réévaluer ce volet et inscrire les nouveaux coûts dans la rubrique « imprévus » du projet. Compte tenu de l'élargissement de sa zone, il pourrait aussi demander l'achat par le CONACILSS d'un deuxième appareil photo ainsi que la prise en compte des coûts induits par

cet appareil (pellicules, tirages des vues). Dans tous les cas, les dépenses imprévues ne sauraient dépasser la rubrique "imprévus" du projet.

Communicateurs traditionnels

L'Afrique regorge encore de communicateurs traditionnels que sont les griots, les conteurs. Elle offre des occasions traditionnelles de communiquer comme les marchés, les veillées nocturnes, les fêtes traditionnelles, les mariages, les mosquées etc. Toutes ces possibilités peuvent et doivent être mises à profit pour renforcer la communication.

Il en est de même pour certains outils comme le théâtre forum, les sketches, les jeux de rôles les saynètes ...

Le chargé de suivi

Ne doit pas oublier que nous sommes dans le cas d'une étude de communication participative. A ce titre il ne doit pas perdre de vue que c'est le processus de communication, l'aptitude à communiquer, les changements induits par la communication qu'il faut capitaliser.

Les sites de Doum-Doum et de Bol nous ont présenté de nouveaux animateurs recrutés pour appuyer les efforts ; pour ces derniers qui prennent le projet en cours, le chargé de suivi doit rapidement organiser à leur intention, une rencontre de restitution de la formation de Darda (sur les rudiments de communication participative). Ces rencontres pourraient se tenir séparément sur chacun de ces sites en trois jours maximums par site.

Le SP/CONACILSS

Il est ressorti des entretiens avec les Coordonnateurs des sites, qu'ils n'avaient pas les dernières versions des projets et budgets. Après la formation à Lomé, ces derniers avaient reçu en décembre 1999, quelques modifications à deux niveaux :

- Le plan de communication s'est vu rajouter une ligne « indicateurs de suivi »
- Le budget de certains sites a été réajusté suite à leur demande soit :
 - ♣ Bol = 3.968.800
 - ♣ Doum-Doum = 6.141.300
 - ♣ Darna (déboisement) = 5.398.250
 - ♣ Darna (alphabétisation) = 3.489.200 F

L'ensemble des sites est budgétisé aujourd'hui à 18.997.550 F CFA.

Le CONACILSS devra veiller à ce que ces documents leur parviennent **officiellement** dans les plus brefs délais.

Coordonateur national du projet, il doit œuvrer à :

- Ce qu'il n'y ait pas de mouvement de personnel durant la phase d'exécution du projet ;
- Expliquer davantage la philosophie du partenariat entre le PCP et ses projets hôtes ;
- Tenir le comité restreint informé de l'avancement du projet et susciter l'expression leurs jugements.
- Transmettre rapidement les pièces justificatives des dépenses des sites pour éviter un retard dans la mise à disposition des fonds CRDI.

II. LE PCP AU BURKINA FASO

2.1. Choix du Burkina Faso comme deuxième pays participant au PCP

A la suite de l'atelier de lancement du projet au Tchad en août 1999, il s'est posé un sérieux problème de budget. Six projets avaient été planifiés avec les coûts suivants :

1. Site de Bol : 3.968.800 F
2. Site de Doum-doum : 6.077.500
3. Site de Darna1 : 3.489.200
4. Site de Darna2 : 3.440.250
5. Site de Nafir : 10.029.250
6. Site de Kanem : 12.878.250 F CFA.

Total : 39.883.250

Pourtant, seulement 31.160.650 F ont été prévus pour l'exécution du projet dans ce pays, et couvriraient selon les termes du protocole d'accord Gouvernement du Tchad/CILSS les rubriques suivantes :

Termes du protocole	Coûts réels en F CFA
Les activités et le matériel de communication participative (planification des projets des sites)	39.883.250
Les honoraires et les frais de missions du chargé du suivi méthodologique	5.700.000
réalisation d'un film vidéo sur la recherche	non encore évaluée
L'évaluation de la recherche	non encore évaluée
BUDGET TOTAL A PREVOIR	57.000.000 environ

Dans ce protocole il a été omis :

- les charges inhérentes à la location de véhicule pour le déplacement (dans le cadre du suivi) du chargé de suivi méthodologique ;
- une évaluation formative (à mi-parcours) destinée aux animateurs et qui pourrait coûter environ cinq millions.

Soit un budget total, largement au-dessus du montant du protocole avec le Tchad.

C'est compte tenu de tous ces aspects financiers qu'il a été estimé en début décembre 1999, qu'il serait moins coûteux de ramener l'exécution du projet dans un deuxième pays plus proche du siège : Burkina Faso, Niger ou Mali. L'économie réalisée dans ce deuxième pays plus proche, pourra être réinvestie au Tchad pour donner plus chance de succès au projet. De ces trois pays cités, c'est sans doute le Burkina Faso qui présentait le plus d'atouts :

- Baisse des coûts de voyage (rien que la mission d'identification en Mauritanie est budgétisée à environ trois millions F CFA) ;
- Economie sur les frais de suivi (au lieu de recruter un chargé du suivi local, ce volet pourra être exécuté directement par l'expert de l'UDL ; il est budgétisé à près de six

millions F CFA au Tchad donc à peu près le même montant en Mauritanie ou ailleurs qu'au Burkina Faso)

- Un suivi plus efficace à cause de la proximité des sites et de la compétence de l'expert UDL. Nous savons combien le suivi constant pour un éventuel réajustement des stratégies de communication adoptées est nécessaire.
- Gain de temps, les sites étant sur place.

Aussi sur la base des considérations ci-dessus mentionnées, le Burkina Faso a été choisi comme le deuxième pays participant au projet durant cette première phase pilote ; la Mauritanie sera retenue pour la phase prochaine.

2.2. Atelier de planification des sites du Burkina Faso

L'atelier de planification du Projet de Communication Participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification s'est tenu à Bobo-Dioulasso du 16 au 26 mai 2000. L'atelier qui était organisé par le Comité permanent Inter-Etat de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) avec l'appui financier du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) et l'appui institutionnel du Ministère de l'environnement et de l'eau du Burkina Faso, a regroupé une trentaine de participants provenant :

- Des sites d'exécution du projet
- Du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement et de l'Eau.
- Des Structures partenaires de terrain.

L'atelier visait à :

- 1) donner aux animateurs des sites, les méthodes et outils de communication participative ;
- 2) planifier avec les animateurs, le projet dans les sites d'intervention.

2.2.1. la cérémonie d'ouverture

L'atelier a été précédé d'une cérémonie officielle de lancement ; laquelle cérémonie a été présidée par le Ministre délégué à l'Environnement, avec à ses côtés, le Secrétaire Exécutif du CILSS, le Secrétaire Général de la province du Houet, le Secrétaire Permanent du CONAGESE. On notait également la présence de représentants des organisations internationales et des agences de coopération ainsi que des autorités provinciales et municipales de Bobo. La cérémonie a été ponctuée par trois allocutions.

Après la cérémonie d'ouverture, les travaux ont été suspendus pour reprendre dans l'après-midi avec le deuxième thème de cette rencontre à savoir l'atelier de formation des animateurs.

La première séance de l'atelier a été consacrée à la présentation des participants, à la définition des normes de travail, aux modalités pratiques du déroulement de l'atelier et au programme de travail qui a été amendé.

La deuxième journée a permis aux participants d'apprendre davantage sur le Projet de Communication Participative (PCP) à travers une présentation faite par M. Yacouba KONATE, chargé du projet.

2.2.2. Déroulement des travaux

Les journées de l'atelier se sont déroulées globalement de la façon suivante:

1. mise en train des participants ;
2. récapitulatif de la veille;
3. compte-rendu de la journée écoulée;
4. programme de la journée.

Sous l'éclairage de Madame Isabelle ASSINGAR facilitatrice principale de l'atelier, les participants ont commencé par se familiariser avec certains éléments de la communication participative, notamment :

- Les Concepts de base de la communication participative
- La communication interpersonnelle suivi d'une simulation de discussions de groupe dirigées
- Obstacles psychosociologiques dans une CIP (par M. Farouk expert du CILSS)
- le rôle du communicateur.

Les différents thèmes ont été soutenus par des exercices pratiques ce qui a permis aux participants de mieux cerner la notion de communication et de participation et de mieux comprendre leur futur rôle de communicateur pour le développement.

Une présentation des institutions et projets représentés dans l'atelier a également été faite pour permettre de comprendre leurs objectifs, les problèmes qu'ils rencontrent et les défis qu'ils comptent relever par la communication participative et/ou ce qu'ils font en matière de communication pour le développement.

La troisième journée a été consacrée à l'apprentissage de l'identification des problèmes qui affectent une communauté et ses implications du point de vue de la communication participative. C'est en ce sens que les participants ont eu des notions sur :

- l'identification des problèmes de population et développement pour en tirer des problèmes de communication;
- la définition des groupes-cibles
- le choix et la formulation des objectifs de communication;
- la planification des activités de communication
- l'exécution des activités
- le suivi/évaluation

Ces étapes ont débouché sur des travaux de groupes où chaque institution devait poser un ou des problèmes, dégager les conséquences, les causes (immédiates, intermédiaires, fondamentales) et ensuite mesurer la dimension de l'implication du point de vue de la communication et de la participation communautaire.

Ce travail a permis à chaque institution de savoir qui est affecté par tel problème, et qui peut contribuer à le résoudre.

La journée suivante a été consacrée à la détermination des groupes cibles, à savoir les gens qui sont concernés par le problème. La question du choix et de la formulation des objectifs de communication a été également abordée. On retiendra que les objectifs de communication doivent être spécifiques, mesurables en terme de quantité et qualité ; acceptables, réalistes, réalisables et limités dans le temps. Les indicateurs permettant de voir si les objectifs sont entrain d'être atteints, ont également été étudiés. Un travail de groupe sur la formulation des objectifs de communication a permis aux participants de mieux maîtriser ces aspects.

Avant d'aborder la planification des actions de communication par site, les participants ont visionné deux films portant sur la problématique de deux des sites (Padéma et Ouarkoye). Les films avaient pour titre :

- La gestion participative des feux de brousse dans la boucle du Mouhoun;
- "*Le fleuve Mouhoun s'ensable*" (problématique des berges à Padéma).

Ces films ont permis aux uns et aux autres d'avoir une compréhension plus large de ces problématiques et de mieux affiner les critiques sur le travail des animateurs des sites.

Concernant la planification des actions de communication par site en atelier, le travail a consisté, pour chaque site, à définir :

- le problème de communication,
- l'objectif de communication,
- les publics-cibles,
- les canaux,
- les messages,
- les modalités de suivi-évaluation et
- les activités.

A titre d'exemple, le site de Toumousséni a défini son problème de population comme étant "les difficultés d'écoulement du bois et manque d'entretien de la forêt". De ce problème de population les animateurs ont déduit trois problèmes de communication et six objectifs de communication.

Le site a également défini les modalités d'évaluation, déterminer les outils de vérification, les publics-cibles ainsi que les canaux, le message et les activités à mener.

Un "avocat du diable" dont le rôle est de déceler des failles dans le travail du site en vue de l'amener à défendre son projet, a été désigné pour les plénières.

Les participants se sont ensuite attelés dans l'avant dernière journée, à la rédaction de leurs plans de communication par site d'intervention. L'ensemble de ces plans se chiffre en terme de budget à près de 35 millions de FCFA.

2.2.4. La clôture des travaux

Les participants ont recommandé que le CILSS mette rapidement à la disposition des sites, les ressources nécessaires à l'exécution des activités planifiées et prennent les dispositions idoines pour éviter le blocage des activités par manque de fonds.

Les participants à l'atelier de planification du projet de communication participative, ont adopté une motion de remerciement à l'endroit des autorités locales et du CILSS.

Un appareil photographique a été remis à chaque site afin de pouvoir documenter le processus en images.

Le discours de clôture de l'atelier de lancement et planification du Projet de communication participative a été prononcée par M. Mahamane Dédéou TOURE, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS. Dans son intervention, M. TOURE a remercié l'ensemble des participants ainsi que les responsables des structures partenaires dont ils relèvent pour leur participation soutenue à cet atelier. Il a insisté sur l'importance du rôle de chacun dans la mise en œuvre et la réussite de ce projet pilote et souhaité un bon usage des nouvelles méthodes de planification des actions de communication acquises.

Une attestation a été remise à chaque participant.



2.3. Activités planifiées

2.3.1. Site de Toumousséni

Problème de population : difficultés d'écoulement du bois et insuffisance d'entretien de la forêt.

a) Problèmes de communication :

- Manque d'information et de concertation de l'ensemble des acteurs et bénéficiaires dans le processus d'entretien de la forêt classée de Toumousséni ;
- Manque d'information et de concertation entre les acteurs commerçants et exploitants ;
- Insuffisance de diffusion des données sur la forêt ;
- Insuffisance de maîtrise des techniques d'aménagements par les exploitants.

b) Objectifs de communication :

- ↳ Renforcer l'organisation des Bureaux GGF des quatre (4) villages riverains de la forêt classée de Toumousséni d'ici la fin du 3^{ème} trimestre 2000
- ↳ Organiser les commerçants de bois de chauffe de la ville de Banfora en association avant la fin du 1^{ère} trimestre 2001 ;
- ↳ Vulgariser la démarche participative par les agents techniques qui interviennent dans la zone au cours du 3^{ème} trimestre ;
- ↳ Vulgariser les techniques d'aménagement auprès de l'ensemble des exploitants de la forêt d'ici fin décembre 2000.

c) Publics cibles :

- ⇒ (Bûcherons) GGF ;
- ⇒ Eleveurs ;
- ⇒ Commerçants de bois de chauffe
- ⇒ Apiculteurs
- ⇒ Agents d'encadrement.

d) Canaux :

Canal institutionnel	⇒ Administratif – Service des Eaux et Forêts de Banfora ⇒ Service de l'agriculture ⇒ FEM/ONG – Service ⇒ Service de l'élevage
Canal média	⇒ Vidéo
Canal socio-traditionnel	⇒ Chef traditionnel ⇒ Autorités religieuses ⇒ Griots ⇒ conteurs

e) Modalités de suivi-évaluation

Le suivi se fera d'une manière permanente et on utilisera la fiche de suivi mis à la disposition de tous les sites pour chaque activité. La synthèse de ces fiches fera office de rapport de suivi mensuel destiné au responsable hiérarchique. La chaîne conduira jusqu'au responsable du projet de communication participative.

Deux évaluations	⇒ Mi-parcours : interne et participative ⇒ A la fin du projet : externe
Outils de vérification	⇒ Visite de terrain ⇒ Rapports mensuels ⇒ Rapports trimestriels ⇒ Procès-verbaux ⇒ Suivi permanent

D) PLAN D' ACTIONS DU SITE DE TOUMOUSSENI (COMOE)

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources
Renforcer l'organisation des Bureau GGF d'ici la fin du troisième trimestre 2.000	2 rencontres par village	Composition et organisation des groupements de GGF	Dionolo, Soubaka, Toumou, Taga	GGF	RAV, Autorités coutu. & relig.	Mois de Juillet	Chefs SDEEF de SUBAKA & Banfora	Nbre de GGF touchés	PM
	1 Voyages d'étude (d'une semaine)	Technique d'aménagement forêt	Bognounou	GGF	Service forest. ONG	2 nd quinzaine du mois Juil.	Chef SDEEF de SUBAKA	Voyage réalisé	781.600
	Formation	Gestion financière et administrative	Banfora	bureaux GGF	service forestier	Octobre	Coordonnateur	Nbre de pers. formées	330.000
	Appui aux GGF	Reconnaissance officielle	Subaka et Banfora	GGF	Service forestier	Septembre	Coordonnateur	Nbre grpmnt reconnus	P.M
	Mise en place d'un cadre de concertation des intervenants	Harmonisation des interventions	Subaka Banfora Toumousséni	Services tech. ; acteurs	Service tech, administration	Nov 2.000	Coordo	Nbre de rencontres	460.000
	2 causeries débats	connaissance autres structures appui & financement	Dionolo, Soubaka, Toumou, Taga	GGF hommes GGF femmes	Service forest. RAV, autori. Religieuses, coutumières	Décembre	SDEEF Subaka et Banfora	Nbre de GGF touchés	P.M
Organiser les commerçants de bois en association	1 rencontre / mois	Bilan des activités mensuelles	Banfora	Commerçants	service	mensuelle	SDEEF /Banfora	Nbre de participants	P.M
	rencontres commerçants et exploitants	qualité bois et écoulement du bois	Toumousséni	GGF et Commerçants	service forestier	novembre	SDEEF Banfora, Subaka	Nbre de participants	P.M
Vulgariser la démarche participative au niveau des agents de la zone	Formation	MARPP	Banfora	agents techniques	services forest., agri ; élevage	fév. 2001	Coordonnateur	Nbre agents formés	290.000
	Formation	ZOOP/PPO et techniques d'animation avec figurines	Banfora	agents techniques	services forest., agri ; élevage	Jan. 2001	Coordonnateur	Nbre agents formés	290.000

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources	
vulgariser les techniques d'aménagements auprès de l'ensemble des exploitants	Formation	Apiculture	Toumousséni	GGF féminins	service forestier	Fév 2001	SDEEF /Subaka	Nbre de femmes formées	330.000	
	Formation	tech. de coupe, d'entretien rejets et semi-direct	Toumousséni	GGF	service forestier	Aôut 2000	SDEEF /subaka	Nbre de pers. Formées	330.000	
	Formation	organisation et gestion d'un chantier d'exploitation de bois	Toumousséni	GGF	service forestier	Oct. 2.000	SPEEF/Comoé	Nbre de pers formées	330.000	
	causeries débats	pâturage contrôlé	Toumousséni	éleveurs	service forest + élevage	Nov 2.000	SDEEF/ Subaka	Nbre de participants	P.M	
	émission radio	gestion des feux	Banfora	Populations de la province	Radio	Nov 2.000	Coordonnateur	Nbre d'émissions	340.000	
	émission radio	techniques de coupe et les zones d'approvisionnement en bois	Banfora	GGF et autres exploitants de bois	Radio	Nov 2.000	Coordonnateur	Nbre d'émissions	340.000	
	communiqué radio	rencontres des commerçants de bois	Banfora	Commerçants	Radio	Chaque mois	SDEEF/ Banfora	Nbre de communiqués	100.000	
	Perdiem coordonnateur		1 cadre x 1 sortie/mois x 10.000 frs/sortie x 10mois							100.000
		mi-parcours		Banfora	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Jan 2.001	Coordo	Rapport d'évaluation	330.000
		finale		Subaka	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Avril 2.001	Coordo	Rapport d'évaluation	330.000
Perdiem agents			3 Agents x 5 sorties/mois x 5.000 frs/sortie x 10mois							750.000
Carburant lubrifiant des animateurs	1900 F x		3 Agents x 5 sorties/mois x 5.000 frs/sortie x 10mois							285000
Total										
frais de gestion 7,5%			5.716.000X 7,5 %=							5.716.000
BUDGET TOTAL =									428.700	
									6.144.700	

NB: Les animateurs se répartissent les villages au lieu de s'y rendre tous en même temps.

2.3.2. Site du Béli

Problème de population et développement : Exploitation non concertée des ressources pastorales partagées du Béli.

a) Problème de communication :

- Manque d'information des populations du Béli sur les avantages de la concertation dans la gestion des ressources pastorales partagées.

b) Objectifs de communication :

- ⇒ Informer les responsables administratifs villageois, les leaders traditionnels, leaders religieux, les comités des banques de céréales des villages riverains du Béli d'ici 2000 sur les avantages de la gestion concertée des ressources pastorales partagées.
- ⇒ Créer un cadre de concertation composé des représentants des 8 villages riverains d'ici fin juillet 2000.

c) Publics cibles :

- ⇒ Responsables Administratifs Villageois, leaders traditionnels, leaders religieux, comités de banques de céréales, groupements villageois des éleveurs, groupements villageois des agriculteurs, groupements villageois féminins, groupements des jeunes..

d) Canaux :

Canal institutionnel	⇒ Walde Ejef, RAV, GV
Canal média	⇒ Vidéo
Canal socio-traditionnel	⇒ Chefs traditionnels ⇒ Chefs religieux

e) Modalités de suivi-évaluation

Le suivi se fera d'une manière régulière sur la base d'une fiche proposée par le Projet de Communication Participative.

I. EVALUATION	⇒ Interne ⇒ Externe ⇒ Participative
II. PÉRIODICITÉ	⇒ A mi-parcours ⇒ A la fin du projet ⇒ Après le projet
III. OUTILS DE VERIFICATION	⇒ Rapports périodiques ⇒ Rapports trimestriels ⇒ Rapports de suivi ⇒ Rapports sur le fonctionnement des cadres de concertation

f) PLAN D'ACTIONS DU SITE DU BELI

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources
Informers les RAV, responsables coutumiers et religieux, CBC, GVF, GVA, GVE, GJ d'ici décembre 2000	Six séances d'animation dans chaque village	Avantage de la gestion concertée des ressources pastorales partagées	Les 8 villages du Beli	CBC, GVF, GVA, GVE, GJ	RAV, Autorités Coutumières & religi. (socio-traditionnel)	Mois de Oct et nov	3 animateurs	Nbre de séances	5000F x 4 animations x 3 villages = 60.000
	1 projection vidéo suivie de débats par village	Désertification comme une des conséquences de la gestion concertée des ressources pastorales partagées	Les 8 villages du Beli	CBC, GVF, GVA, GVE, GJ	RAV, Autorités Coutumières & religi. (socio-traditionnel)	Oct et nov 2000	3 animateurs	Nbre de projections vidéo	2 animateurs : 480.000 3 animateurs = 180.000 Location Vidéo: 30000x 8=240.000 total= 420.000
Créer les structures décentralisées du cadre de concertation dans les 8 villages du Beli d'ici novembre 2000	Mise en place des structures décentralisées du cadre de concertation		Les 8 villages du Beli	7 représentants par village	RCR Waldé Ejef	novembre 2000	Waldé Ejef	Existence des structures décentralisées du cadre de concertation	490000
Mise en œuvre des cadres de concertation pendant toute la durée du projet	Formation des membres du cadre de concertation	Contenu des textes du cadre de concertation	Tin-Akoff	Membres du cadre de concertation	Waldé Ejef Services techniques	décembre 2000	Waldé Ejef	Formation réalisée	1200000
	Animation des cadres de concertation	Outils de gestion des ressources pastorales	Les 8 villages Du Beli	Membres du cadre de concertation	cadre de concertation, Waldé Ejef	octobre 2000 à juin 2001	Waldé Ejef	Rapports de rencontre du cadre	600000
Suivi	Perdiem coordonnateur		1 cadre x 1 sorties/mois x 10.000 frs/sortie x 2 jrs x 10mois						200.000
Evaluation		bilan mi-parcours	Tin Akoff	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Jan 2.001	Coordonnateur	Rapport d'évaluation	330000
		bilan final	Gorom Gorom	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Avril 2.001	Coordo	Nbre de rencontres	330000
Carburant lubrifiant	(1900F x 2 animateurs x 130 sorties)								
TOTAL									494.000
Frais de gestion 7,5%		4.014.800x 7,5% =							454400
TOTAL GENERAL									4998400

NB: Les animateurs se répartissent les villages au lieu de s'y rendre tous en même temps.

2.3.3. Site de Ouarkoye

Problème de population et développement : Fréquence des feux de brousse dans le département de Ouarkoye.

a) Problème de communication :

- ⇒ Faible niveau de compréhension des méfaits des feux de brousse par les populations du département de Ouarkoye.
- ⇒ Manque d'un cadre organisé de lutte contre les feux
- ⇒ Méconnaissance des conséquences de certains gestes.

b) Objectifs de communication :

- ⇒ Porter à 60% le taux de la population de chaque village du département ayant compris les méfaits des feux de brousse d'ici mars 2000
- ⇒ D'ici décembre 2000, créer des Comités de gestion des feux CGF dans les 19 autres villages
- ⇒ D'ici novembre 2000, porter à 60% le taux d'agriculteurs, d'éleveurs et d'apiculteurs qui maîtrisent les techniques d'extinction des feux
- ⇒ D'octobre à décembre 2000, accroître de 30% le nombre Membres de :
GJA GVA GVF ayant adopté les techniques de défriche contrôlée
- ⇒ De juillet à septembre 2000, informer 60% de la population des 19 autres villages du département de Ouarkoye sur les mesures à prendre pour éviter les feux de brousse.

c) Publics cibles :

- ⇒ Agriculteurs, éleveurs, apiculteurs, charbonniers, bûcherons, chasseurs, pêcheurs, responsables coutumiers, responsables religieux, RAV.

d) Canaux :

Canal institutionnel	⇒ Autorités administratives, PDRI-HKM, Services techniques, RAV.
Canal média	⇒ Radio rurale (CEDICOM)
Canal socio-traditionnel	⇒ Autorités coutumières, religieuses.

e) Modalités de suivi-évaluation

Le suivi se fera d'une manière régulière sur la base d'une fiche proposée par le Projet de Communication Participative..

IV. SUIVI	⇨ Visites de terrain : animateur permanent ⇨ Réunions mensuelles : 1 fois par mois pour tous les agents du projet ⇨ Rapports mensuels ⇨ Fiche de suivi
V. EVALUATION	⇨ Mi-parcours : ⇨ Fin du projet : évaluateurs externes (consultant) ⇨ Interne et Externe ⇨ Participative et conjointe ⇨ Fin du projet : Interne et Externe

Outils de vérification :

Visites de terrains

Rapports mensuels

Rapports trimestriels

Procès verbaux

f). PLAN D'ACTIONS DU SITE DE OUARKOYE

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources
Porter à 60% le taux de la population de chaque village du département ayant compris les méfaits des feux de brousse d'ici mars 2000	Rencontres-débats	méfaits de feux de brousse	4 centres	RAV, Autorités coutu.&religi. Femmes Jeunes	RAV Services techniques vidéo	Mois de Juillet à décembre 2000	2 animateurs	% de la population ayant compris les méfaits des feux de brousse	5000Fx1animx10 villag = 50.000 2 animateurs= 100.000F
	Projection vidéo	méfaits de feux de brousse	4 centres	RAV, Autorités coutu.&religi. Femmes Jeunes	Vidéo	Mois de Juillet à décembre 2000	2 animateurs	% de la population ayant compris les méfaits des feux de brousse	location vidéo: 30000 x 4=120000 Animateurs :5000x 2ani x4centres=40000 Total: 160.000
D'ici décembre 2000, créer des CGF dans les 19 autres villages	Mise en place des CGF		19 villages autres du département	Hommes Femmes Jeunes	Service techniques RAV.	Juil. A décembre 2000	2 animateurs Coordonnateur	Nombre de CGF créés	(5000 X 10vill) x2ani = 100000 Coordonnat: 10000 x 19vil = 190.000 TOTAL : 290000
D'ici novembre 2000, porter à 60% le taux d'agriculteurs, d'éleveurs et d'apiculteurs qui maîtrisent les techniques d'extinction des feux	Formation	Techniques d'extinction des feux de brousse	4 centres	Membres des 19 CGF	service forestier	Septembre décembre 2000	2 animateurs	Nbre de pers. formées	Formateur : 10000 X 5j X 4Centres = 200000 Participants : 190p x 1500F x 3j = 855000F Salle = 20000 Organisation 5000 F X 4S = 20000 Fournitures : 50000F Animateurs (4centres) : 5000 X 2p X 3j x 4centre= 120000 Total : 1265000
	formation	Technique de lutte contre les feux	4 centres	19 CGF	Responsable projet gestion des feux	Septembre à décembre 2000	2 animateurs	Nbre de pers. formées	Idem Total : 1265000

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources
D'octobre à décembre 2000, accroître de 30% le nombre Membres de : GJA GVA GVF ayant adopté les techniques de défriche contrôlée	Causerie-débats	avantages des défriches contrôlées	4 centres	Membres de : GJA GVA GVF	Service forestier	Décembre 2000 – janvier 2001	2 animateurs	Nbre de pers. Ayant adopté les techniques de défriche contrôlée	5000 X 2p X 4Centre= 40000F
De juillet à septembre 2000, informer 60% de la population des 19 autres villages du département de Ouarkoye sur les mesures à prendre pour éviter les feux de brousse	Théâtre forum	les mesures à prendre pour éviter les feux de brousse	4 centres	Membres de : GJA GVA GVF	Théâtre	Septembre-octobre 2000	Traces Théâtre	%de personnes connaissant les mesures à prendre pour éviter les feux de brousse	1.350.000
	Emissions Radio locale	Pratique des feux précoces ; installation de pare-feux ; Feux accidentels	Dédougou	Hommes femmes jeunes	Radio	novembre	CEDICOM	%de personnes connaissant les mesures à prendre pour éviter les feux de brousse	500000
Suivi	Perdiem coordonnateur		1 cadre x 1 sorties/mois x 10.000 frs/sortie x 10mois						100.000
Evaluation		mi-parcours	Ouarkoye	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Jan 2.001	Coordo	Rapport d'évaluation	330.000
		finale	Dédougou	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Avril 2.001	Coordo	Rapport d'évaluation	330.000
Carburant et lubrifiant des animateurs	1900 F x 73 sorties x 2 pers =								277400
Total									
frais de gestion 7,5%									6007.400
TOTAL GENERAL									450555
									6457955

NB: Les animateurs se répartissent les villages au lieu de s'y rendre tous en même temps.

2.3.4. Site de Padéma

Occupation anarchique des berges du fleuve Mouhoun à Padéma.

a) Problème de communication :

Manque de connaissances sur les méfaits de l'occupation anarchique des berges par la population du département de Padéma.

b) Objectifs de communication :

- ↳ Informer 70 % de la population dans chacun des 7 villages concernés sur les méfaits de l'occupation anarchique des berges du fleuve Mouhoun dans le département de Padéma au bout des trois premiers mois à partir du démarrage du projet.
- ↳ Informer 70 % de la population des 7 villages concernés, sur la législation actuelle en matière de protection des berges au bout du 2^{ème} trimestre à partir du démarrage du projet.
- ↳ Créer un cadre de concertation des éleveurs, composé des représentants des 7 villages concernés au cours du 1^{er} mois du démarrage du projet.
- ↳ Animer 70 % de la population de chacun des 7 villages concernés en vue de mener des actions de reboisement sur 25 km au bord des berges du fleuve Mouhoun dans le département de Padéma au cours du 1^{er} trimestre de l'an 2001.

c) Publics cibles :

- ⇒ Les agriculteurs ;
- ⇒ Les éleveurs ;
- ⇒ Les pêcheurs
- ⇒ Comité de gestion des berges..

d) Canaux :

Canal institutionnel	⇒ PDRI ⇒ Service technique ⇒ Rav
Canal média	⇒ Radio rurale ⇒ Vidéo
Canal socio-traditionnel	⇒ Chefs coutumiers ⇒ Griots

e) Modalités de suivi-évaluation

La fiche de suivi proposée par le Projet de Communication Participative servira de document de travail.

SUIVI :	⇒ Par les animateurs
Visite terrain – supervision et contrôle	⇒ Par les comités de gestion des berges
	⇒ Responsable projet PCP
VI. EVALUATION	⇒ Interne
	⇒ Externe
	⇒ Participative
VII. PÉRIODICITÉ	⇒ A mi-parcours
	⇒ A la fin du projet
	⇒ Après le projet

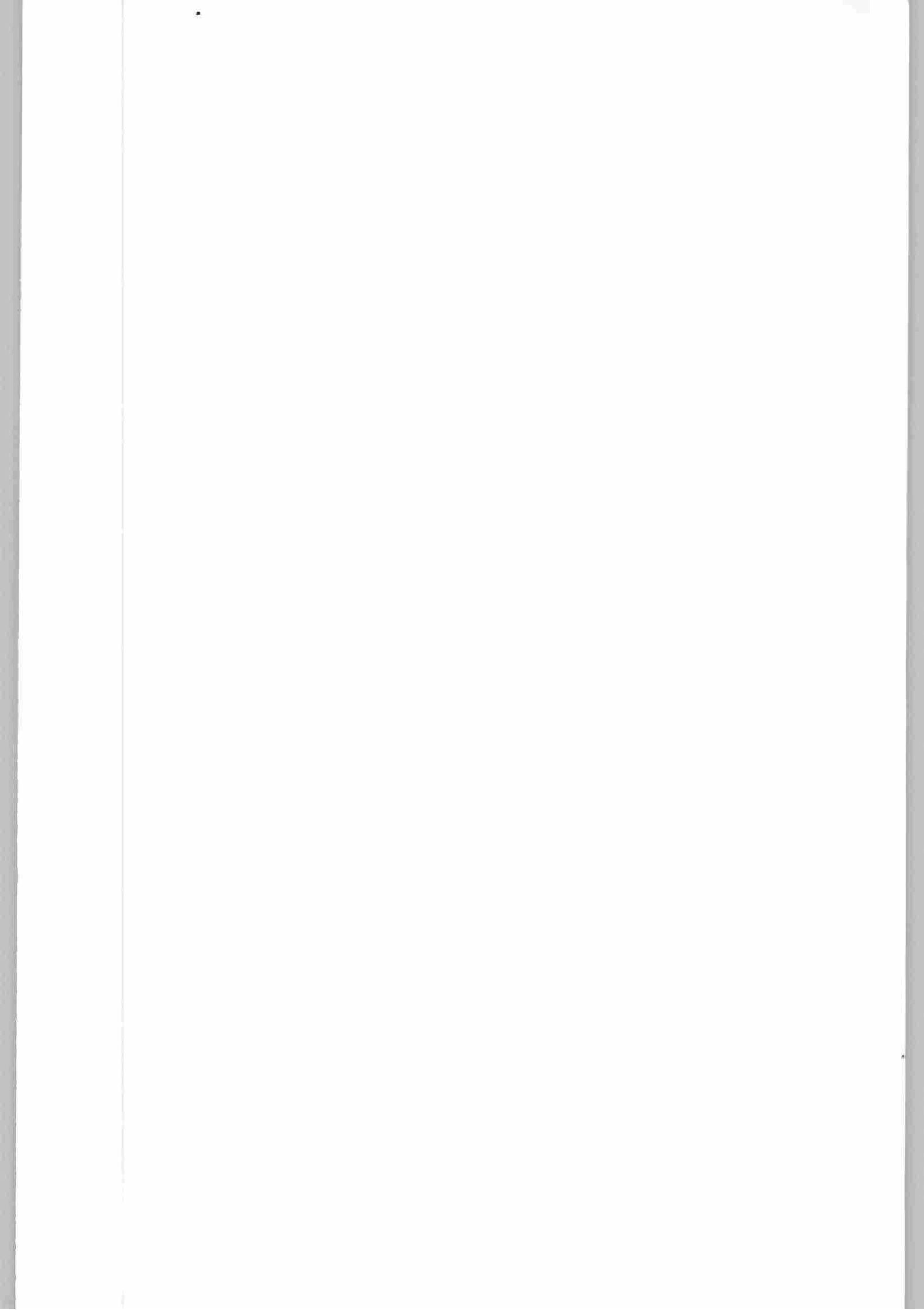
Outils de vérification :

Visites de terrains

Rapports mensuels

Rapports trimestriels

Procès verbaux



f). PLAN D' ACTIONS DU SITE DE PADÉMA

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources
Informer 70% de la population de chacun des 7 villages sur les méfaits de l'occupation anarchique des berges dans le département de Padéma, d'ici décembre 2000	Séances d'information dans chacun des villages concernés	Méfaits de l'occupation anarchique des berges ; Réglementation forestière et piscicole; Effet du pâturage; Protection des berges	7 villages du département	Agriculteurs, éleveurs, Pêcheurs, CGB, GVA, GJA	RAV Services techniques PDRI	octobre à décembre 2000	2 animateurs	% de la population ayant compris les méfaits de l'occupation anarchique des berges	5000 x 2 anim x 21 = 210.000 F
	Théâtre forum	Méfaits de l'occupation anarchique des berges ; Protection des berges	Dans quatre villages dont Padéma	population	théâtre	octobre 2000	Traces Théâtre	% de la population ayant compris les méfaits de l'occupation anarchique des berges	1.350.000
Créer un cadre de concertation composé des membres des CGB du département de Padéma, d'ici décembre 2000	Mise en place du cadre de concertation		Padéma	Membres des CGB	Services techniques; PDRI; RAV	octobre 2000	coordonnateur	Existence du cadre de concertation	Animat: 420.000 Coordinat: 70.000 Total: 490.000
	Formation des membres du cadre de concertation	Contenu des textes du cadre de concertation	Padéma	Membres du cadre de concertation	Services techniques; PDRI; RAV	novembre 2000	2 animateurs	Formation réalisée	1.200.000
	Animation cadre de concertation	Réglementation de l'accès aux berges de padéma	Les 7 villages du département	Membres du cadre de concertation	Services techniques; PDRI; RAV	décembre 2000	2 animateurs	Rapports de rencontre du cadre	600.000

Objectifs	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources	
Accroître à 30% le taux de la population de chacun des 7 villages de Padéma, ayant quitté les berges du Mouhoun.	Deux Rencontres-débats dans chacun des 7 villages de Padéma	Méfais de l'occupation anarchique des berges ; Protection des berges	Les 7 villages du département	RAV, Autorités coutu.&religi. Femmes Jeunes	RAV Services techniques	Mois de janvier à mars 2001	2 animateurs	% de la population chacun des 7 villages de Padéma, ayant quitté les berges du Mouhoun.	2rencX5000F x 4 vill x 2 animat= 160.000	
	Projection vidéo	Méfais de l'occupation anarchique des berges ; Protection des berges	Les 7 villages du département	RAV, Autorités coutu.&religi. Femmes Jeunes	Vidéo	Mois de janvier à mars 2001	2 animateurs	% de la population chacun des 7 villages de Padéma, ayant quitté les berges du Mouhoun.	Animateurs : 80.000 + location vidéo: 210.000 Total = 290.000	
<i>Suivi</i>	Perdiem coordonnateur	1 cadre x 1 sorties/mois x 10.000 frs/sortie x 10mois								100.000
Evaluation		mi-parcours	Padéma	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Jan 2.001	Coordonnateur	Rapport d'évaluation	330.000	
		finale	Padéma	Services tech. ; acteurs	Service tech,	Avril 2.001	Coordonnateur	Rapport d'évaluation	330.000	
Carburant et lubrifiant animateurs	1900 F x 67 sorties x 2 pers =									254600
Total										
frais de gestion 7,5%										5.314.600
TOTAL GENERAL	5.314.600 X 7,5 % =									398.595
									5.713.195	

NB: Les animateurs se répartissent les villages au lieu de s'y rendre tous en même temps.

Coût total des activités des quatre sites : 23.314.250 F CFA

2.3.5. Analyse

Commençons par dire que le choix du CSF pour abriter la formation a été d'un atout considérable. En effet, le Cabinet Sirayiri Formation est un cadre idéal de formation dont le calme et la tranquillité favorisent un climat propice au travail. A cela s'ajoute la chaleur amicale et la disponibilité de son personnel.

L'atelier de Bobo diffère de celui de Darda (Tchad) en ce sens qu'il s'est enrichi de l'expérience de ce pays. A la différence du cas du Tchad, à Bobo, on a noté :

1. la présence de représentants des producteurs des sites concernés

Notamment :

- un membre de Groupement de Gestion Forestière de Toumousseni,
- deux du Comité de gestion des berges de Padéma et
- deux du Comité de gestion des feux de Ouarkoye.

Ce choix visait une participation réelle des populations dans la planification des actions qui les engagent.

2. Les animateurs des sites avaient un niveau et une expérience de terrain remarquables.

Cela a conduit à un intérêt visible des participants aux différents thèmes développés d'où d'intenses débats fructueux. Etant tous des hommes de terrain œuvrant avec et pour les communautés de base, l'esprit de groupe s'est installé dès les premiers jours sans grand effort de la facilitatrice.

De plus, cela a facilité le travail de programmation et de planification des actions de communication. L'atelier en est ressorti avec un programme et un plan d'action, prêts pour une analyse du CILSS, contrairement à l'atelier du Tchad où il a fallu encore porter d'importants correctifs de retour à Ouagadougou.

3. les acquis de la formation de Lomé

Le Chargé du programme communication participative a bénéficié d'une formation en « formation de formateurs en communication pour la santé de la famille » / lutte contre la désertification. La formation était dispensée par le CEFA, le Centre d'étude de la famille africaine une institution régionale africaine spécialisée dans la formation et les études et qui est basée à Nairobi avec un bureau pour l'Afrique de l'Ouest situé à Lomé.

La formation s'est déroulée du 1^{er} au 26 novembre à Lomé. Son objectif global était qu'à la fin de la formation, les participants soient capables de planifier, de conduire et d'évaluer différentes activités de formation en développant des contenus liés aux principes et mécanismes de base en matière de communication.

La formation avait quatre axes principaux (un axe par semaine).

Axe 1 : Constitué d'exposés (communications) cet axe était centré sur les principaux enjeux du développement, de la santé familiale et de l'environnement (GRN) ainsi que les implications qui en découlent du point de vue de la communication. Ces communications ont fait appel à des spécialistes des différents domaines concernés.

Axe 2 : Il concernait la formation proprement dite. Il a été question de l'analyse du processus de changement de comportement et les participants ont passé en revue chacune des étapes fondamentales à suivre pour la mise en place d'un programme de communication.

Axe 3 : aspects liés à la planification et l'organisation d'une activité de formation, en mettant un accent particulier sur les principes de base applicables aux adultes en situation d'apprentissage et en analysant chaque étape d'une activité de formation.

Axe 4 : réalisation de quelques séances pratiques de formation qui ont permis à chaque participant de s'exercer comme formateur et en utilisant des contenus liés à son domaine de travail et en utilisant diverses approches de la méthodologie de formation des adultes.

La formation de Lomé a permis une vigilance particulière du Chargé du PCP. Elle lui a permis d'attirer l'attention des participants sur tel ou tel aspect des plans de communication, mal formulé ou mal compris ; ce qui a permis d'aboutir à un travail soigné.

L'ensemble des actions définies par les animateurs coûtait environ 35 millions de F CFA à la fin de l'atelier. Nous avons dû procéder à des réajustements compte tenu des capacités financières du projet ; ces actions s'évaluent maintenant à environ 23 millions. (Voir plans d'actions ci-joints). Seul le site du Béli a apporté des amendements à ces réajustements.

Les participants ont souhaité avoir des indications claires sur :

- Les modalités de décaissement des fonds
- La justification des dépenses
- L'assurance qu'il n'y aura pas de blocage des fonds en cours de réalisation des actions.

Ces préoccupations doivent trouver rapidement réponses, si on veut éviter que les activités connaissent le retard de démarrage rencontré au Tchad.

Il appartiendra donc aux différents responsables de prendre les dispositions nécessaires.

III. Activités des prochains mois (juillet à décembre 2000)

3.1. Au Tchad

- Poursuite de la recherche action
- Atelier de mise à niveau des animateurs prévu pour la mi juillet.
- Evaluation externe en octobre 2000
- Première table ronde régionale en novembre ou décembre 2000. Compte tenu de la rencontre des chefs d'Etat du CILSS en novembre, cette table ronde sera sans doute remise au mois de décembre. Elle regroupera les animateurs du PCP au Tchad et les chargés de communication CCD des neuf pays du CILSS pour critiquer et partager les résultats de cette première recherche action.

3.2. Au Burkina Faso

- Mise en œuvre et suivi des actions planifiées
- Réalisation de la vidéo
- Evaluation à mi-parcours.



IV. Besoins budgétaires

Les besoins financiers pour les dix prochains mois sont les suivants :

Ligne budgétaire	montant	observations
Recherche action au Tchad (50% restant)	16.000.000	Les montants sont approximatifs
Atelier de mise à niveau au Tchad	3.000.000	
Première table ronde régionale au Tchad	12.450.000	
Evaluation de la recherche au Tchad	5.000.000	
Recherche action au Burkina	23.000.000	
Activités de suivi méthodologique et vidéo au Burkina	10.000.000	
Administration (salaires et tournées)	15.000.000	
Total besoins	84.450.000	

Arrêté les présents besoins financiers à la somme de quatre-vingt quatre millions quatre cent cinquante mille F CFA.

V. Orientations 2001-2003

La première phase du PCP s'achèvera à la fin du deuxième trimestre 2001. Le CILSS mettra alors à la disposition de ses Etats membres des stratégies validées de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification. Conformément à l'esprit du projet, le CILSS va réinvestir ces résultats dans deux autres pays déjà retenus pour la deuxième phase, il s'agira de la Mauritanie et du Niger. Concomitamment, le projet renforcera les actions de communication dans les premiers sites (Tchad et Burkina Faso).

Au Burkina Faso précisément, il appuiera l'élaboration et l'exécution des programmes locaux de développement issus du programme d'action national de lutte contre la désertification (PAN/LCD).

La plupart des pays du CILSS devraient avoir élaboré leur PAN/CCD en début 2002. La troisième phase du PCP (2002-2003), qui verra sa pleine maturité, s'orientera vers l'appui aux pays du CILSS en terme d'élaboration de stratégies de communication participative en appui à la mise en œuvre des PAN. Cet appui (qui peut être technique et/ou financier) se fera à la demande, le CILSS disposant de l'expertise.